

17 octobre 2020 - 17 octobre 1961 : les luttes pour l'égalité des droits dans la continuité des luttes anticoloniales

Depuis la mi-septembre, marcheuses et marcheurs sans-papiers accompagnés de leurs soutiens se sont élancés depuis plusieurs villes de France pour converger à Paris le 17 octobre. Chaque année, le 17 octobre est une date forte des luttes des travailleuses et travailleurs immigrés. N'oublions pas le triste anniversaire qui lui est attaché : le massacre par la police parisienne de centaines de travailleur-euse-s algérien-ne-s manifestants en 1961 contre le couvre-feu, contre les exactions commises par les supplétifs algériens de la police française et pour l'indépendance de leur pays. Leur lutte s'inscrivait alors dans la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français, mais elle s'inscrivait aussi dans l'histoire des luttes de l'immigration, l'histoire de la classe ouvrière internationale.

Cette mémoire, comme celle de tous les grands événements pour notre classe, nous devons la conserver et la transmettre. Aujourd'hui la police de la bourgeoisie continue à commettre des crimes racistes. L'impérialisme français continue à piller les peuples d'Afrique et à contraindre la jeunesse de ces pays à fuir la misère et les guerres. Les luttes des sans-papiers pour conquérir leurs

droits s'inscrit dans la continuité des luttes anticoloniales des années 50-60. Faire vivre la mémoire de ces luttes est particulièrement important alors que la bourgeoisie cherche à répandre le poison du racisme et de la division dans les classes populaires

Le gouvernement Macron-Castex a lancé une campagne raciste et islamophobe en parlant de lutte contre le « séparatisme ». En cela il ne diffère pas de tous les gouvernements de Gauche, de Droite ou du Centre qui l'ont précédé. Chacun à leur tour ils s'étaient servis de la xénophobie et du racisme pour tenter de faire diversion. Faire diversion de quoi ? De leur politique 100% au service du Capitalisme ! Ceux qui nous gouvernent et nous exploitent veulent que nous acceptions sans broncher de payer pour leur crise, et pour cela ils ont de vieilles recettes. Darmanin a reçu sans honte Marine Le Pen : le gouvernement n'hésite pas à aller chercher des idées directement à la source de l'extrême-droite ouvertement raciste.

Pendant le confinement, pour ne pas que la société capitaliste craque, Macron et les autres nous ont caressé dans le sens du poil. Ils avaient promis des



ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLETARIENNE

BP133 | 93213 SAINT-DENIS LA PLAINE CEDEX



régularisations pour les travailleuses et travailleurs sans-papiers des secteurs « en première ligne » pendant l'épidémie. Comme il fallait s'y attendre, toutes ces promesses se sont envolées. L'avenir des exploité-e-s et des opprimé-e-s, c'est de tracer leur propre chemin en toute indépendance, en comptant sur leurs propres forces et sans illusions sur l'adversaire. **Nous l'affirmons, c'est en grande partie sur les épaules des travailleurs et des travailleuses immigré-e-s que repose notre société !**

En France, aujourd'hui, la lutte des immigré-e-s s'organise à la fois dans des collectifs indépendants et dans des syndicats. La question n'est pas de choisir entre syndicats et collectifs, mais de construire un mouvement de travailleuses et travailleurs migrants à la fois centralisé et démocratique, et aussi à la fois autonome et uni à l'ensemble de la

classe ouvrière et du prolétariat. Or il n'y aura pas d'unité possible sans lutte contre les préjugés racistes qui empêchent l'unité entre les prolétaires de toutes origines.

Le gouvernement a voulu, sous prétexte d'épidémie, nous empêcher de manifester. Ce sont notamment les collectifs de migrant-e-s et de sans-papiers qui ont eu les premiers le courage de braver cette interdiction et grâce à qui le gouvernement a dû faire marche arrière. Parallèlement, dans les pays d'origine, la lutte se développe aussi. En Algérie, la révolte du peuple n'est pas finie et se développe dans tous les secteurs de la société. Au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, les populations contestent leurs dirigeants et leurs mille liens avec l'impérialisme français. **Nous les soutenons sans réserve !**

Régularisation de tous les sans-papiers,

Non aux guerres impérialistes de la France,

Non à la fermeture des frontières,

Égalité de tous les droits politiques et sociaux

Unité des prolétaires par-delà les frontières !